

Déclarations sur Locarno, la S.d.N. et les dettes

Christian Rakovsky

Source: «Le Petit Parisien», vendredi 11 décembre 1925, p. 1. Notes MIA.

Le Président de la République a reçu, hier après-midi, en audience officielle M. Christian Rakowsky, ambassadeur de l'U.R.S.S. qui lui a remis, en présence de [M. Briand](#), ses lettres de créance. Dans la soirée, nous sommes allés demander au représentant des Soviets son opinion sur les principaux problèmes concernant la situation de la Russie vis-à-vis de l'Europe et les relations franco-soviétiques. A nos questions, M. Rakokswy a bien voulu répondre ce qui suit :

Locarno

Que pense-t-on à Moscou, monsieur l'ambassadeur, des accords de Locarno¹? Y voit-on véritablement, comme l'indique la presse soviétique, une menace quelconque contre l'U.R.S.S. ? Ou bien considère-t-on le pacte de Locarno comme une entente pacifique à laquelle un jour ou l'autre l'U.R.S.S. pourrait adhérer ?

— A Moscou, on se dit qu'il n'y pas une alliance, si pacifique soit-elle, qui ne soit pas dirigée contre quelqu'un. D'autre part, le caractère des accords de Locarno a été trop soigneusement souligné, à plusieurs reprises et même dans la presse française, pour que notre presse y voie une menace à nos intérêts. Je crois sans peine qu'actuellement le vent souffle au pacifisme et ceci s'est ressenti aussi bien dans les discours prononcés à Locarno qu'à Londres.

Ce sentiment est sans doute sincère, mais pour peu que la situation change et qu'à la place du pacifisme commence à souffler le vent des conflits, Locarno, automatiquement, se transformerait d'une alliance pacifiste en une alliance agressive.

Je dirai : Si on considère Locarno comme le point de départ d'une politique de solidarité européenne, les signataires de ces accords se doivent à eux-mêmes de chercher à résoudre les problèmes qui les divisent de la Russie. Les accords de Locarno doivent être complétés par des accords avec la Russie.

J'avais déjà déclaré à plusieurs reprises, à Londres, que nous sommes à tout moment, prêts à recommencer les négociations ; étant maintenant à Paris, je fais la même déclaration en ce qui concerne la France. D'ailleurs, les négociations ici ont été déjà entamées par [M. Krassine](#) et je n'ai qu'à les continuer. Nous croyons qu'un bon accord est celui où l'on arrive à vider tous les différends aussi bien économiques que politiques.

¹À l'automne 1925, les représentants de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et de la Belgique se sont réunis pour une conférence dans la ville suisse de Locarno et ont conclu, le 16 octobre 1925, le « Pacte de garantie ». Cinq traités sont en réalité signés : un Pacte rhénan qui garantit les frontières occidentales de l'Allemagne, et quatre autres traités d'arbitrage (Allemagne-France, Allemagne-Belgique, Allemagne-Pologne et Allemagne-Tchécoslovaquie). L'impérialisme visait ainsi à consacrer le statu quo issu du Traité de Paix de Versailles de 1919, tout en isolant l'URSS en la détachant d'une Allemagne jugée trop proche d'elle depuis le Traité de Rapallo (1922).

L'U.R.S.S. et la S.D.N.

Des bruits ont couru un peu partout sur un changement d'attitude du gouvernement soviétique à l'égard de la Société des Nations². Quelle est votre opinion à ce sujet ?

— Notre attitude n'a pas changé. La question même ne peut pas se poser pour nous actuellement. Avant de discuter si nous devons entrer ou non dans la Ligue des nations, il faut que tous les États qui y participent règlent préalablement leurs différends avec nous. Il y a beaucoup de participants à la Ligue qui n'ont pas même encore renoué de relations diplomatiques. Il y en a d'autres, comme la Roumanie, qui n'ont pas encore réglé avec nous des différends territoriaux existants.

Les dettes russes

Croyez-vous qu'entre la France et l'U.R.S.S. on puisse arriver à une solution satisfaisante sur la question des dettes ?

— Certainement. J'en suis convaincu, et je travaillerai de toutes mes forces pour trouver une solution à ce problème. Mais je ne me cache pas et je ne vous cache pas que le problème est difficile. Dans certains cercles, ici, on s'imagine qu'à ce problème on peut appliquer le précédent qui avait été créé par un célèbre professeur de l'Université de Salamanque qui, étant resté pendant sept ans dans les prisons pour avoir prêché une hérésie dans le domaine de l'astronomie, et ayant repris son activité universitaire, a commencé sa première leçon par ces mots : « *Comme je le disais, il y a sept ans* ».

Eh bien il faut dire que depuis sept ans, ou plutôt huit ans, qui se sont passés depuis la chute de l'ancien gouvernement tsariste, le problème des dettes a beaucoup changé d'aspect. Ce n'est plus, un problème financier, mais politique, économique, et, si vous voulez, psychologique.

Nous comprenons bien votre psychologie, et moi, particulièrement, ayant habité la France, je crois la connaître mieux que beaucoup de mes compatriotes : mais en même temps, il est nécessaire que vous compreniez la mentalité qui s'est créée dans notre propre population pendant la guerre, l'intervention et tout ce qui s'ensuivit. Rien que dans les limites actuelles de l'Union nous avons perdu une population de 20 à 25 millions, sans parler des ruines matérielles.

Pensez-vous, au sujet des dettes, pouvoir apporter prochainement des propositions plus intéressantes que celles qui furent formulées au cours de cet été ?

— Les propositions déjà faites n'ont pas été désavantageuses et la preuve c'est qu'elles ont été le prétexte d'une spéculation effrénée à la hausse des valeurs russes, dont les frais ont été payés, je crois, par, les petits porteurs.

À quel chiffre se monte, selon les calculs de vos experts, la créance française ?

— Ce chiffre a été établi entre les experts des deux gouvernements, je crois avec un léger écart, et se monte environ de 9 à 10 milliards de francs.

Quelles catégories de valeurs russes sont comprises dans ce décompte ?

— Tous les emprunts du gouvernement ou garantis par le gouvernement.

²Organisation internationale créée à l'initiative du président des États-Unis Wilson lors de la Conférence de paix de Versailles en 1919. Initialement, 43 pays y participèrent, mais Wilson ayant été battu aux élections par un fort courant isolationniste, les États-Unis n'y figurèrent pas. Incapable de résoudre les contradictions inter-impérialistes, de stopper la montée du fascisme et du péril de guerre, la S.d.N entra léthargie à partir de 1938, cessa toute activité pendant la Seconde guerre mondiale et fut officiellement dissoute en 1946. L'URSS refusa d'y adhérer jusqu'en 1934.

Quel règlement compte offrir le gouvernement de Moscou aux porteurs français de titres russes ?

— C'est précisément l'objet des négociations, et les deux côtés seront tenus à la discrétion avant qu'on arrive à une solution. Le secret le plus absolu est nécessaire pour qu'on ne puisse pas nous rendre responsables, côté français et côté russe, de toutes sortes d'opérations auxquelles des gens qui ne cherchent que leurs propres intérêts pourraient se livrer.